

Alcatel-Lucent: 2 cadres dirigeants quittent. Sortie de crise?

Le numéro 2 exécutif du groupe et un ex bras droit de Serge Tchuruk s'en vont. Ces départs interviennent dans un climat social tendu, moins d'un an après la fusion-absorption entre les deux équipementiers télécoms (Lucent absorbé par Alcatel).

Frank D'Amelio, vice-président senior, qui était en charge des opérations d'intégration des deux compagnies, donne sa démission pour rejoindre le groupe Pfizer au poste de directeur financier.

Mike Quigley était le numéro 2 exécutif avant la fusion. Ce vétéran de groupe était responsable de la stratégie; officiellement, il quitte le groupe pour retourner en Australie.

Etienne Fouques, actuel directeur de la division Opérateurs, va récupérer la plupart des responsabilités de Mike Quigley. Il supervisera également la division Services, qui continuera d'être dirigée par John Meyer. Et Michel Rahier vient remplacer E. Fouques à la tête de la division Opérateurs.

Commentaire de Pat Russo, dg du groupe, dans un communiqué: « *Lorsque nous avons annoncé la fusion Alcatel-Lucent, nous avons fait connaître le périmètre de l'équipe de direction et nous avons anticipé le fait qu'il y aurait une évolution dans les postes de responsabilité, ce qui est naturel* » .

Ces remaniements de postes interviennent à un moment où le nouveau groupe a du mal de retrouver le chemin de la profitabilité. Deux « warning » sur résultats trimestriels ont déjà été émis; des résultats médiocres dus en grande partie, selon la presse américaine (dont le Wall Street Journal), à une difficile intégration des opérations.

Le 2^e trimestre 2007 (à fin juillet) vient d'enregistrer une nouvelle perte, qui s'élève à 336 millions d'euros.

Sortie de crise pour la rentrée sociale? Ces départs interviennent à l'heure où le groupe espère une sortie de crise, après plusieurs mois de conflits, de manifestations et de batailles judiciaires entre syndicats et direction. Serge Tchuruk et Patrica Russo auraient discrètement, selon le quotidien Les Echos, rencontré Nicolas Sarkozy le 24 juillet. Les discussions sur la suppression de 1.4068 emplois ne sont pas achevées et font partie d'un contexte de rentrée sociale qui pourrait peser lourd. Il reste notamment en suspens la fermeture de l'établissement de Rennes (150 personnes à transférer à Lannion et Orvault). Le plan de sauvegarde de l'emploi va être mis en oeuvre, mais selon le syndicat CFE-CGC, cité par Les Echos, « *dans des perspectives et à des conditions totalement différentes de celles que la direction envisageait* ». La direction s'est engagée sur la création de 473 postes (contre une centaine initialement prévue). Et le plan social est prolongé de 6 mois jusqu'en juin 2009.